



Presidency of Georgia
Council of Europe
November 2019 – May 2020
Présidence de la Géorgie
Conseil de l'Europe
Novembre 2019 – Mai 2020



Discours de Maia Bitadze, Adjointe au Maire de Tbilissi, Géorgie

Chers Ministres, Excellences, distingué.e.s collègues et participants,

C'est vraiment un honneur pour moi de participer aujourd'hui à cette très importante conférence qui se tient sous les auspices de la présidence géorgienne du Comité des ministres du Conseil de l'Europe. Cette conférence est consacrée à l'une des quatre priorités de la présidence géorgienne, à savoir la participation civile au processus décisionnel.

Je me sens également très privilégiée de représenter l'un des organisateurs de cette conférence - la ville de Tbilissi et, au nom de notre municipalité, je voudrais exprimer ma sincère gratitude à la Représentation permanente de la Géorgie auprès du Conseil de l'Europe et au Conseil de l'Europe lui-même, pour leur soutien continu au renforcement de la démocratie et au maintien de l'État de droit et des droits de l'homme en Géorgie.

Je suis heureuse de pouvoir contribuer à cet événement et de partager avec vous certains de mes points de vue sur la participation civile à Tbilissi - sur notre expérience, les projets en cours et les défis auxquels nous sommes confrontés.

Des notions telles que - la participation civile, l'engagement civique et la société civile - sont devenues cruciales dans le monde démocratisé d'aujourd'hui, où les sociétés s'attaquent aux problèmes sociaux, politiques, économiques et environnementaux locaux et mondiaux.

Malheureusement, en raison de l'occupation soviétique, puis des presque trois décennies de la période de démocratie transitoire depuis la chute de l'URSS, Tbilissi n'a pas été une ville très active s'agissant de participation civile à la prise de décision. Plus généralement, la démocratie participative a été un problème dans tout le pays et plus particulièrement dans la capitale.

Il a fallu beaucoup de temps pour réactiver les citoyens, pour faire renaître la croyance dans les capacités individuelles en matière de promotion du changement, pour modifier les attentes. Il a fallu beaucoup de temps pour construire une société civile en Géorgie avec des ONG, des citoyens actifs, des initiatives individuelles ou collectives, des mouvements pour le changement et des personnes désireuses de participer au processus de prise de décision et, ce qui est important, le gouvernement disposé à accepter et à embrasser l'impact politique croissant de l'engagement civique.

Le processus de construction de la société civile n'a pas été aussi facile qu'il n'y paraît, il a été plein de confrontations et de rivalités, de frustration et d'apathie. Très souvent, les espoirs ont été déçus et il semble que le processus ait été inversé, mais la Géorgie a

quand même réussi à s'imposer comme un phare de la démocratie dans la région avec une participation active des citoyens aux affaires locales et nationales.

La participation civile au processus décisionnel est importante pour :

1. Améliorer la qualité des résultats ;
2. Le partage des responsabilités entre le gouvernement et la population ;
3. Générer de nouvelles idées ;
4. Renforcer les identités nationales et construire des Etats-nations inclusifs ;
5. L'inclusion dans les affaires locales et étatiques de groupes de personnes auparavant exclues ;
6. Renforcer l'estime de soi, les identités positives et augmenter le niveau de bonheur général ;
7. Accroître la satisfaction des citoyens à l'égard des résultats.

Convention d'Aarhus et EIE :

La Géorgie est partie aux nombreux traités multilatéraux sur l'environnement, qui, entre autres, obligent également les gouvernements au niveau central ou local à promouvoir et à soutenir la participation du public au processus décisionnel en la matière. Plus important encore, la Convention d'Aarhus sur "l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement des citoyens informés" prévoit :

"le droit de chacun de recevoir les informations environnementales détenues par les autorités publiques ("accès à l'information environnementale").

le droit de participer au processus décisionnel en matière d'environnement. Des dispositions doivent être prises par les autorités publiques pour permettre au public concerné et aux organisations non gouvernementales de défense de l'environnement de formuler des observations, par exemple sur les propositions de projets ayant des incidences sur l'environnement ou sur les plans et programmes relatifs à l'environnement, ces observations devant être dûment prises en compte dans le processus décisionnel, et des informations devant être fournies sur les décisions finales et leurs motifs ("participation du public au processus décisionnel en matière d'environnement") ;

le droit à des procédures de recours pour contester les décisions du public qui ont été prises sans respecter les deux droits susmentionnés ou le droit de l'environnement en général ("accès à la justice").

Les obligations internationales de la Géorgie ont également été transposées dans la législation nationale. La Géorgie a principalement adopté le code d'évaluation des incidences sur l'environnement, qui régit la participation du grand public à la prise de décisions sur les projets d'infrastructures à grande échelle, qui pourraient potentiellement affecter l'environnement naturel et la biodiversité. La législation est adoptée au niveau national et s'applique également à la ville de Tbilissi. Jusqu'à présent, la ville n'a jamais lancé de projet de ce type qui pourrait nécessiter une EIE et donc invoquer un mécanisme de participation civile conformément au code d'EIE, mais à l'avenir, si nous lançons un projet à grande échelle, qui pourrait potentiellement affecter le paysage et la nature uniques de Tbilissi, nous activerons certainement le

mécanisme de participation civile et ne prendrons de décision qu'à travers des consultations inclusives avec toutes les parties prenantes, y compris les citoyens et les organisations de la société civile.

Outre le fait que nous respectons strictement l'obligation prise dans le cadre de la convention d'Aarhus, nous pensons aussi sincèrement que des citoyens informés ont tendance à participer plus activement au processus décisionnel. Cela confère une légitimité aux actions entreprises par le gouvernement.

Votre idée au maire :

La démocratie dispose d'un puissant outil de vote. Mais parfois, il ne suffit pas d'empêcher l'aliénation des citoyens par rapport à un État et la marginalisation de certains groupes, ce qui peut conduire à un conflit ou à d'autres types de crise. La mairie de Tbilissi essaie d'impliquer activement les ONG et les citoyens individuels dans le processus de prise de décision. Nous sommes transparents en ce qui concerne nos projets environnementaux. Actuellement, nous travaillons activement au développement de nombreuses zones de loisirs importantes autour de la ville et à la réhabilitation des anciennes. Dans les deux cas, nous avons une communication active avec les parties prenantes locales. Pour chaque grand projet et pour de nombreux petits projets, nous avons organisé des réunions avec les résidents locaux et discuté activement des idées de projets. Dans certains cas, outre les réunions, nous avons également mené une enquête auprès des résidents locaux afin de mieux cerner leurs besoins.

Très souvent, l'interaction libre entre la population et le gouvernement est la raison pour laquelle les idées brillantes sont entendues et réalisées. Chaque gouvernement devrait prendre des mesures pour permettre aux personnes douées de concrétiser leurs idées. Nous pensons que le pouvoir de générer des idées est incarné par les gens et nous sommes vraiment heureux d'avoir une plateforme web "Votre idée au maire de la ville", qui d'une part permet aux citoyens de faire connaître leurs idées et leurs chances de réussite et d'autre part, aux gens de pouvoir voter pour leurs idées préférées. Les idées bénéficiant du plus grand soutien public seront examinées par la mairie de Tbilissi.

Participation des citoyens :

Les villes du monde entier tentent d'inculquer divers mécanismes de participation civile à la prise de décision et d'encourager les citoyens à prendre part aux changements et à prendre eux-mêmes des décisions. L'un de ces mécanismes largement appliqués est le tri au niveau de l'autonomie locale. L'idée est que les habitants de chaque endroit décident directement, par exemple, de la manière de dépenser les fonds budgétaires, de l'endroit où ils souhaitent créer de nouveaux espaces de loisirs, de la manière dont les transports publics doivent fonctionner, etc. Mais ils ne le font pas par le biais d'un plébiscite. Ils le font de manière plus efficace, en participant aux travaux des comités permanents, qui sont formés à l'aide de mécanismes de tri et de rotation. Les citoyens reçoivent des lettres les invitant à prendre part au processus décisionnel. C'est la première étape de la sélection : les personnes intéressées et motivées répondront. La deuxième étape de sélection est une formation intensive obligatoire axée sur les questions, après laquelle un citoyen

devient éligible pour participer au tri. Les membres du comité sont ensuite changés par rotation. Le travail d'un tel comité est organisé sous la forme d'un débat/une audience publique ouverte avec la participation d'experts et de parties concernées. Les décisions sont prises par un vote au sein du comité.

Lac Gldani :

L'année dernière, la ville de Tbilissi, en partenariat avec le Conseil de l'Europe, a lancé un projet pilote qui garantirait le type de participation susmentionné au processus décisionnel en matière d'environnement. L'un des nombreux projets d'infrastructure sur lesquels nous travaillons et qui vise à créer une zone verte de loisirs à Tbilissi se trouve au lac Gladni. L'objectif est de développer un parc dans le quartier périphérique de Tbilissi, Gldani. Pendant longtemps, cette zone de Tbilissi a été négligée, bien qu'elle soit l'une des parties les plus densément peuplées de la ville. Et pour cela, une plateforme spéciale a été créée pour assurer une plus large participation des gens à la prise de décision. La plateforme était basée sur le principe de la parité, alors que cinq membres étaient nommés par les autorités locales et cinq membres étaient choisis parmi les ONG locales travaillant sur les questions environnementales. L'objectif principal de la plateforme était de tenir de larges consultations publiques et de demander aux résidents locaux leur avis sur le développement potentiel de la zone autour du lac.

Divers groupes de résidents ont été convoqués pour participer à une audition publique, depuis les écoliers jusqu'aux associations professionnelles de retraités, de groupes vulnérables, etc. Au cours de la réunion productive avec les résidents locaux, des idées clés pour le futur parc du lac Gldani ont été identifiées et plus tard intégrées dans la conception du projet. Actuellement, les procédures internes pour sélectionner le studio qui préparera la conception détaillée du parc sont en cours et nous prévoyons que très bientôt Tbilissi aura son tout premier parc, entièrement conçu sur la base des idées des citoyens et de leurs demandes.

Ce projet pilote s'est déjà révélé très fructueux et la ville a l'intention de s'engager dans un processus plus durable pour établir une plateforme permanente ou un autre mécanisme, qui fonctionnerait sur la base d'une rotation des citoyens et des ONG et d'utiliser ce mécanisme pour la création et la revitalisation des espaces publics dans tout Tbilissi.

Conclusions :

À mon avis, ce type d'institutions civiles constituera un véritable outil de démocratie directe et de participation à la prise de décision pour les personnes concernées et motivées à travailler pour le bien de leurs communautés. Des mécanismes de rotation garantiront que les plateformes seront ouvertes aux nouveaux venus et permettront en même temps aux gens de conserver l'expérience et l'expertise et de les transférer aux nouveaux membres. Très souvent, des groupes particuliers de personnes sont exclus du processus décisionnel. Cela conduit à leur marginalisation, tandis que les implications peuvent être préjudiciables à la stabilité sociale et politique. Notre objectif est d'intégrer des groupes de personnes auparavant marginalisées et d'accroître leur bien-être.

Ce sera la meilleure école de citoyenneté qui puisse changer la texture même de la société. Elle augmentera le capital social et permettra l'apparition de nouveaux dirigeants idéalistes tout en garantissant l'efficacité et le professionnalisme du processus décisionnel. Les citoyens seront mieux informés sur les questions sociales, politiques et économiques complexes et apprendront à assumer la responsabilité du bien-être de leurs communautés.

Les gens ont généralement tendance à aimer et à respecter la chose à laquelle ils ont contribué. Il n'est pas surprenant que les gens aient un lien émotionnel positif avec les projets, qu'ils y aient participé et qu'ils aient influencé les résultats. Ainsi, en général, les citoyens sont plus satisfaits des décisions et des résultats qu'ils ont influencés que de ceux sur lesquels ils n'ont pas eu leur mot à dire.

Je vous remercie de votre attention !